

La pénurie de médecins généralistes reste considérable en Wallonie

Les derniers chiffres publiés par le « Journal du Médecin » montrent que la problématique de la médecine générale n'est pas près de se régler, surtout en zone rurale, province de Luxembourg et Entre-Sambre-et-Meuse en tête. Pourtant, des mesures sont prises pour endiguer la problématique, mais il en faudra plus.

🔒 Article réservé aux abonnés



Trop de médecins sont actuellement saturés, souffrent au quotidien et ne peuvent plus prendre de nouveaux patients... - D.R.



Journaliste de la cellule wallonne

Par **[Jean-Luc Bodeux \(/19603/dpi-authors/jean-luc-bodeux/\)](/19603/dpi-authors/jean-luc-bodeux/)**

Publié le 16/07/2023 à 18:07 | Temps de lecture: 2 min

Le manque de médecins généralistes est une problématique qui n'est pas neuve en Belgique, mais aussi chez nos voisins français. En Wallonie, on ne reste pas les bras croisés. Les médecins ont alerté à maintes reprises les pouvoirs publics pour adapter certaines choses. Il y a eu des évolutions, mais c'est insuffisant. Le combat pour trouver un juste équilibre sera long. Pour preuve, la dernière cartographie publiée par le *Journal du Médecin*, où l'on observe une aggravation de la pénurie en Wallonie, commune par commune. Si le nord de la Région semble limiter la casse, le problème du sud du sillon Sambre-et-Meuse s'aggrave.

Le statut des communes par rapport à cette pénurie est important, car il permet l'octroi d'une prime à l'installation d'un généraliste, selon qu'elles se trouvent en situation de simple pénurie (prime unique de 20.000 euros) ou de pénurie sévère (25.000 euros). L'installation doit se faire dans les cinq ans après l'obtention de l'agrément définitif comme médecin généraliste.

Il reste que ces données peuvent être imprécises. Pour preuve, la commune de Tintigny (Sud-Luxembourg) qui passe, selon ce constat, du statut de pénurie simple à pénurie grave. Or, cette commune est assez exemplaire au vu de ses efforts pour contrecarrer le problème. Elle a financé la construction d'une maison médicale, mise à disposition pour un loyer modeste de 300 euros/mois. Elle a cherché une infirmière, un sophrologue, elle a créé un logement mis à disposition gratuitement des médecins stagiaires et des assistants. Le bourgmestre, Benoît Piedboeuf, ne comprend pas les données puisqu'il dénombre sept médecins temps plein pour une commune de 4.500 habitants, ce qui devrait la situer comme « commune sans pénurie ».

« La pénurie est partout ou potentiellement partout »

Ceci dit, tout le monde est bien conscient que la problématique reste totale, même là où c'est actuellement « vert ». Un ou deux départs à la retraite pourraient tout changer. Ce qui fait dire à Paul De Munck, président du Groupement belge des omnipraticiens (GBO) que « la pénurie est partout ou potentiellement partout. Je n'entends plus aucun cercle de médecins qui dit : on est tranquille et cool. Partout, on cherche, si ce n'est pour le court terme, c'est pour le moyen terme. Il faut encore se retrousser les manches pour trouver des solutions palliatives en attendant des jours meilleurs. La situation va dans le bon sens, mais c'est insuffisant. Il faut s'organiser pour que la médecine généraliste tienne le coup d'ici 10-15 ans. Des provinces, des communes font de gros efforts pour endiguer ce problème, mais les médecins ne vont pas s'installer là où il n'y a rien d'autre. Ils privilégieront systématiquement les communes où il y a des structures collectives de travail (maisons médicales permettant de limiter les gardes et facilitant le travail de façon collective). Le métier change, se féminise par exemple, et nous devons nous adapter. Le ministre Vandembrouck a accepté de revoir à la hausse le nombre de numéros Inami mais il faudra plus. »

En province de Luxembourg, on le sait plus qu'ailleurs. Les trois Cercles de médecine générale, fusionnés depuis le début de l'année, ont développé depuis 6-7 ans une politique pour séduire les jeunes médecins, avec le soutien financier de la Province. « Cela a eu des effets positifs », note le D^r Guy Delrée, président du Cercle. « On organise des ateliers pratiques, on attire des stagiaires et des assistants, il y a des bourses pour loger ces stagiaires ou pour payer leurs déplacements. Des particuliers les logent même gratuitement. Il y a une qualité de vie, du travail en suffisance pour tous, spécialistes compris, et des maîtres de stage. On ne reste donc pas inactifs... Certains sont venus en stage de l'intérieur du pays,

Bruxelles compris, et ont apprécié s'installer ici. Peut-être faudrait-il obliger les jeunes, durant leurs trois années d'assistantat, de travailler un an en zone rurale, pour qu'ils se rendent compte et soient séduits pour le moyen et long terme. » Trop de médecins sont actuellement saturés, souffrent au quotidien et ne peuvent plus prendre de nouveaux patients...